

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/AB/WP/W/8*

8 avril 2004

(04-1599)

MODIFICATIONS QU'IL EST PROPOSÉ D'APPORTER AUX *PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL*

Communication de l'Organe d'appel

La communication ci-après, datée du 8 avril 2004, adressée par le Président de l'Organe d'appel à la Présidente de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 17:9 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.

J'aimerais tout d'abord vous féliciter de votre désignation à la présidence de l'Organe de règlement des différends.

J'écris à la demande et au nom des sept membres de l'Organe d'appel. Comme vous le savez, le principe de la collégialité, en général, et la règle 4 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel* (les "*Procédures de travail*"), en particulier, prévoient que les membres de l'Organe d'appel "se réuniront périodiquement pour examiner les questions de politique, de pratique et de procédure". Pendant nos discussions, nous avons observé que les *Procédures de travail*, adoptées avant le dépôt du premier appel en 1996, ont fonctionné sans heurts et efficacement. Néanmoins, l'expérience acquise au cours des huit dernières années a révélé certaines insuffisances dans ces dispositions. Nous considérons donc que le moment est venu d'envisager certaines "améliorations" du texte des *Procédures de travail*.¹

À cette fin, nous présentons ci-après une explication de questions particulières qui, selon nous, doivent être examinées et indiquons comment nous avons l'intention de traiter chaque question par une (des) modification(s) des *Procédures de travail*. Nous joignons également, en annexe à la présente lettre, le texte des modifications que nous envisageons.

Nous souhaiterions connaître les vues des Membres de l'OMC sur ces modifications proposées – ou sur la façon dont l'une ou l'autre de nos *Procédures de travail* pourrait être améliorée, et vous saurions gré de nous aider à obtenir leurs vues. Nous avons suivi de près les négociations en cours sur les améliorations et les clarifications du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et nous savons qu'une de nos propositions, à savoir celle qui porte sur le contenu de la déclaration d'appel, a aussi été soulevée dans le cadre de ces négociations. En outre, nous sommes

***NOTE CONCERNANT LA COTE DU DOCUMENT:** La présente communication a initialement été publiée le 8 avril 2004 sous la cote WT/AB/WP/8. Pour des raisons techniques (expliquées dans le document WT/AB/WP/W/9), elle a été redistribuée le 4 janvier 2005 sous la cote WT/AB/WP/W/8.

¹ Un exemplaire des *Procédures de travail* en vigueur, WT/AB/WP/7, est joint pour votre information.

conscients que les résultats des négociations pourraient bien entraîner des modifications additionnelles des *Procédures de travail*. Nous estimons néanmoins qu'il est utile de commencer le processus de consultation maintenant. À mesure que nos consultations progresseront et que le processus de négociation se poursuivra, il pourrait être approprié de réfléchir à une date ultérieure à l'opportunité de procéder simultanément ou successivement aux deux séries de modifications.

Nous avons informé le Directeur général que nous envisagions de modifier les *Procédures de travail* et lui avons fourni une copie de la présente lettre et des modifications auxquelles nous réfléchissons. Nous avons l'intention de tenir des consultations additionnelles avec lui une fois que nous aurons achevé nos consultations avec vous, et compte tenu des observations reçues des Membres.

I. Contexte général

Nous souhaitons rappeler brièvement le cadre juridique dans lequel toute modification des *Procédures de travail* serait finalement effectuée. Comme vous le savez, l'article 17:9 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord") dispose ce qui suit:

L'Organe d'appel, *en consultation avec le Président de l'ORD* et le Directeur général, élaborera des procédures de travail qui seront communiquées aux Membres pour leur information. (pas d'italique dans l'original)

La règle 32 2) des *Procédures de travail* dispose ce qui suit:

L'Organe d'appel pourra modifier les présentes règles conformément aux procédures énoncées au paragraphe 9 de l'article 17 du Mémoire d'accord.

En outre, en décembre 2002, l'ORD a adopté des procédures additionnelles pour les consultations entre les Membres et le Président de l'ORD en rapport avec les modifications des *Procédures de travail*.²

Ayant défini le cadre juridique applicable aux modifications des *Procédures de travail*, nous en venons aux améliorations spécifiques envisagées.

II. Déclarations d'appel

A. Introduction

La règle 20 1) des *Procédures de travail* prévoit qu'un appel sera formé par notification écrite. La règle 20 2) des *Procédures de travail* énonce des prescriptions concernant le contenu de la déclaration d'appel:

Une déclaration d'appel comprendra les renseignements suivants:

- a) le titre du rapport du groupe spécial faisant l'objet de l'appel;

² WT/DSB/31.

- b) le nom de la partie au différend déposant la déclaration d'appel;
- c) l'adresse aux fins de signification et les numéros de téléphone et de télécopie de la partie au différend; et
- d) *un bref exposé de la nature de l'appel, y compris les allégations d'erreurs dans les questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et les interprétations du droit données par celui-ci.* (pas d'italiques dans l'original)

L'Organe d'appel a eu l'occasion, dans plusieurs appels, d'examiner des questions liées à la déclaration d'appel.³ Notre expérience à cet égard nous a amenés à penser que le contenu des *Procédures de travail* pourrait être clarifié en ce qui concerne: i) le caractère suffisant des déclarations d'appel; et ii) les modifications à apporter à une déclaration d'appel. En outre, nous estimons que les *Procédures de travail* actuelles ne traitent pas de manière symétrique les appelants et ceux que l'on appelle les "autres" appelants. Plus précisément, alors que le *premier* appelant est tenu de déclarer son appel, l'*autre* appelant n'est pas tenu de faire la moindre déclaration. Un autre appelant dépose simplement une communication d'autre appelant le 15^{ème} jour, cinq jours après que l'appelant a déposé sa communication d'appelant. Par conséquent, nous envisageons des modifications des *Procédures de travail* pour traiter ces trois questions en rapport avec les déclarations d'appel, dont chacune est examinée ci-après.

B. *Contenu de la déclaration d'appel*

Les déclarations d'appel ne révèlent pas toujours très clairement ce qui fait l'objet de l'appel. Cela peut s'expliquer, en partie, par le fait que la règle 20 2) d) actuelle des *Procédures de travail* donne peu d'indications quant à la façon dont un appelant doit faire "un bref" exposé de la "nature de l'appel", y compris les "allégations d'erreurs". La pratique des Membres concernant le contenu de leurs déclarations d'appel a également varié au cours des huit dernières années. Dans certains cas, les Membres se concentrent sur la description des questions de droit pour lesquelles il est allégué que le groupe spécial a fait erreur, dans d'autres cas sur l'identification des paragraphes pertinents du rapport du groupe spécial contenant les erreurs alléguées et, dans d'autres cas encore, sur l'identification des dispositions pertinentes des accords visés dans l'interprétation desquelles il est allégué que le groupe spécial a fait erreur.

Des ambiguïtés dans la déclaration d'appel peuvent créer des difficultés pour un intimé parce que, comme nous l'avons indiqué dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, la déclaration d'appel ne sert pas uniquement à "déclencher" une procédure d'appel mais aussi à informer d'une manière suffisante

³ Voir, par exemple, nos rapports sur les affaires suivantes: *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591, paragraphe 152; *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, DSR 1998:VII, 2755, paragraphe 95; *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE"), WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphes 62 et 70; *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003, paragraphes 191 à 205; et *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines* ("CE – Sardines"), WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002, paragraphes 137 à 152.

l'intimé de la "nature de l'appel" et des "allégations d'erreurs". En d'autres termes, un but de la déclaration est de permettre à l'intimé d'exercer pleinement ses droits en tant que défendeur.⁴

Compte tenu des difficultés rencontrées en ce qui concerne certaines déclarations d'appel, nous estimons qu'il serait utile pour les Membres que la règle 20 2) d) des *Procédures de travail* soit révisée pour donner des indications supplémentaires sur le contenu que doit avoir la déclaration d'appel.⁵ Nous soulignons que, en faisant cette proposition, notre objectif n'est pas d'accroître la charge incombant aux appelants dans l'élaboration de leurs déclarations d'appel mais plutôt d'encourager la cohérence dans le contenu des déclarations d'appel et de faire en sorte que les intimés aient, dès le début d'un appel, la pleine possibilité d'exercer leurs droits en tant que défendeurs.

Les questions de droit qui peuvent donner lieu à un appel découlent de l'interprétation et/ou de l'application faite par le groupe spécial d'une disposition des accords visés, par exemple l'article III:4 du GATT de 1994. Même lorsque l'appelant allègue que le groupe spécial a fait erreur dans sa façon de traiter la mesure ou dans son évaluation des faits, l'appel doit reposer sur une disposition d'un accord visé, comme l'article 11 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, nous proposons que les *Procédures de travail* soient modifiées pour exiger de l'appelant qu'il identifie quelle disposition juridique spécifique, dans un accord visé, fait l'objet de son appel.

Dans de nombreux cas, cependant, identifier une disposition juridique ne suffira pas pour identifier comme il convient la nature de l'appel. L'intimé n'aura pas de renseignement quant à la nature de l'erreur (des erreurs) qui, selon l'appelant, a (ont) été faite(s) par le groupe spécial dans sa (ses) conclusion(s) finale(s). Par conséquent, nous proposons de modifier la règle 20 2) d) de manière à: i) exiger de l'appelant qu'il décrive l'erreur (les erreurs) spécifique(s) de droit que le groupe spécial a faite(s) dans la façon dont il a traité la disposition en question; et ii) encourager l'appelant à identifier les paragraphes spécifiques du rapport du groupe spécial qui contiennent l'erreur (les erreurs) alléguée(s). Nous ne voulons pas donner à entendre que la "description des erreurs alléguées dans les questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial" prescrite par la règle 20 2) d) i) devrait être un énoncé complet des arguments. Cette description devrait simplement suffire pour identifier les principales erreurs que, selon les allégations, le groupe spécial a faites dans son raisonnement et/ou ses constatations.

C. *Déclaration d'un autre appel*

À l'heure actuelle, les *Procédures de travail* ne prévoient pas qu'un autre appelant dépose une déclaration d'un autre appel, même si la règle 23 1) contient une disposition permettant le dépôt d'une communication d'autre appelant. Un autre appel est formé simplement par le dépôt d'une communication d'autre appelant le 15^{ème} jour de la procédure d'appel, c'est-à-dire cinq jours après le dépôt de la communication écrite de l'appelant. L'autre appelant ne doit à aucun moment donner un avis formel de la nature de l'autre appel.

⁴ D'après un autre point de vue, la déclaration d'appel sert uniquement à signaler la décision prise par une partie de lancer une procédure d'appel concernant un rapport de groupe spécial, le résultat étant que la déclaration doit seulement indiquer de quelles constatations du groupe spécial il est fait appel. Les Membres voudront peut-être faire des observations sur cette approche.

⁵ Nous savons qu'une proposition semblable a été faite dans le cadre des négociations en cours sur le Mémorandum d'accord par l'Inde, au nom de Cuba, de l'Égypte, du Honduras, de la Jamaïque, de la Malaisie et de la République dominicaine. Ces Membres ont proposé d'ajouter une note de bas de page relative à l'article 17:6 du Mémorandum d'accord exigeant de l'appelant qu'il identifie "les questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et les interprétations du droit données par celui-ci assez clairement pour permettre à l'autre partie et aux tierces parties à un différend de comprendre les questions faisant l'objet de l'appel". (TN/DS/W/47)

L'obligation de déposer une déclaration d'appel qui est faite pour l'appel initial mais pas pour un autre appel semble à présent anormale. Comme nous l'avons indiqué plus haut, une déclaration d'appel permet à l'intimé d'exercer efficacement son droit en tant que défendeur. Cette faculté doit toutefois aussi être donnée à d'autres participants (en particulier l'appelant initial) lorsqu'un autre appel est formé.

En outre, nous pensons que l'absence de déclaration d'un autre appel peut créer un risque de confusion quant au champ de l'autre appel. En effet, dans le cadre des règles actuelles, un autre appelant n'est pas tenu d'identifier, d'une manière concise, le champ de son appel, et ce champ ne ressort pas toujours clairement des arguments figurant dans la communication d'autre appelant.

Nous proposons donc de modifier les *Procédures de travail* pour y inclure une prescription imposant à l'autre appelant de déposer une déclaration d'un autre appel. Les règles régissant le contenu de cette déclaration seraient les mêmes que celles qui sont applicables à la déclaration d'appel. Nous considérons aussi que, comme c'est le cas pour la déclaration d'appel initiale, la déclaration d'un autre appel devrait être déposée simultanément auprès du Secrétariat de l'Organe d'appel et de l'ORD, de sorte que les Membres seraient informés des deux appels.

Prévoir le dépôt d'une déclaration d'un autre appel aurait toutefois une incidence sur le calendrier applicable aux appels. De la même façon qu'une déclaration d'appel vise à donner un avis préalable du contenu de l'appel initial, la déclaration d'un autre appel devrait comprendre un bref exposé préliminaire du contenu de l'autre appel, qui soit suffisant pour donner à l'autre intimé la possibilité de commencer à préparer sa défense. En conséquence, nous pensons que la déclaration d'un autre appel devrait être déposée avant la date prescrite pour le dépôt de la communication de l'autre appelant (15^{ème} jour).

Par ailleurs, la décision d'un Membre de former ou non un autre appel peut être dictée, en partie, par le champ de l'appel initial. Celui-ci ne peut apparaître clairement à l'autre appelant éventuel que lorsque l'appelant initial a présenté ses arguments détaillés par écrit dans sa communication d'appelant. Les procédures actuelles ménagent à l'autre appelant éventuel la possibilité (cinq jours) d'examiner la communication écrite de l'appelant initial avant de décider s'il forme un autre appel. Nous pensons qu'il convient de maintenir la règle actuelle qui ménage un tel délai à l'autre appelant éventuel pour lire la communication de l'appelant avant de déposer une déclaration d'un autre appel. Nous estimons donc que la déclaration d'un autre appel devrait être déposée *après* la communication de l'appelant.

À notre avis, la seule façon possible d'atteindre ces deux objectifs (la déclaration d'un autre appel devrait être déposée *après* la communication de l'appelant mais *avant* la communication d'autre appelant) tout en assurant le respect du délai de 90 jours imparti pour les appels, est d'avancer la date à laquelle la communication de l'appelant devrait être déposée. Nous envisageons donc de demander que la communication de l'appelant soit déposée sept jours après le dépôt de la déclaration d'appel et que la déclaration d'un autre appel soit déposée 12 jours après le dépôt de la déclaration d'appel. Les autres délais fixés pour le dépôt des communications écrites et des notifications des participants tiers resteraient inchangés. Ainsi, la seule modification apportée au calendrier existant consisterait à faire passer la date du dépôt de la communication de l'appelant du 10^{ème} jour au 7^{ème} jour. Bien entendu, le délai de 60 jours qui est prévu pour déposer une déclaration d'appel après la distribution d'un rapport de groupe spécial ne serait pas modifié dans le cadre de cette nouvelle approche.

De plus, et par souci de symétrie, nous envisageons d'ajouter une définition de l'expression "autre appelant" dans les *Procédures de travail*, qui contiennent à l'heure actuelle la définition du terme "appelant", mais pas de l'expression "autre appelant".

D. *Modification des déclarations d'appel*

Les règles actuelles ne prévoient pas de procédures de modification des déclarations d'appel. Compte tenu des questions qui ont été soulevées dans certains appels⁶, nous estimons que, pour assurer le bon déroulement d'une procédure, il convient de modifier les *Procédures de travail* pour préciser si un appelant peut ajouter des éléments à sa déclaration d'appel, et dans quelles circonstances.

Il nous semble essentiel que la déclaration d'appel reste le seul document clé qui définit le champ de l'appel. En même temps, nous souhaitons éviter la confusion qui peut être créée lorsqu'un appelant veut déposer plusieurs documents qui développent ou complètent sa déclaration d'appel. C'est pourquoi nous pensons qu'il pourrait être utile de prévoir qu'un appelant puisse être autorisé à modifier sa déclaration d'appel.⁷

Nous tenons à souligner que nous n'envisageons pas de mettre en place un droit absolu de modifier la déclaration d'appel. Cela pourrait porter préjudice aux intérêts des participants et créer des difficultés pour l'Organe d'appel. Nous envisageons plutôt de subordonner la capacité d'un appelant ou d'un autre appelant de modifier sa déclaration d'appel à la réception d'une autorisation de la section qui connaît de l'appel. Pour obtenir l'autorisation de modifier sa déclaration, un appelant ou un autre appelant devra exposer ses raisons. Ce qu'il faudra faire pour exposer des raisons valables dépendra des circonstances propres à chaque affaire. Les facteurs qui devraient vraisemblablement être pris en considération pour évaluer une demande de modification d'une déclaration d'(un autre) appel seraient la nature et la portée de la modification proposée, la régularité de la procédure, la date de présentation de la demande de modification de la déclaration d'(un autre) appel et toutes raisons expliquant pourquoi la déclaration modifiée proposée n'avait pas été ou n'avait pas pu être déposée à la date où elle aurait dû l'être initialement. Les modifications à apporter au calendrier applicable aux appels seraient réduites au minimum et, en tout état de cause, le délai de 90 jours imparti pour mener à bien une procédure d'appel ne serait pas prolongé.

L'Organe d'appel donnerait à tous les participants et participants tiers la possibilité de formuler des observations au sujet des justifications données pour les modifications proposées avant de décider d'accepter ou non une déclaration modifiée.

III. **Délai de trois jours pour corriger des erreurs "matérielles"**

Aux termes du paragraphe 5 de la règle 18 des *Procédures de travail*, les Membres peuvent "corriger" leurs communications écrites, à trois conditions. Premièrement, la correction ne peut être effectuée que "sur autorisation de la section"; deuxièmement, les types d'erreurs pouvant être corrigées sont des "erreurs matérielles"; et, troisièmement, la correction "sera effectuée dans un délai de trois jours à compter du dépôt de la communication initiale".

Les Membres ont parfois eu recours à cette disposition ces huit dernières années. Leur pratique en la matière nous a montré que: i) le sens du mot "matérielles" n'est pas toujours clair; et ii) la prescription imposant un délai de trois jours est trop rigoureuse.

⁶ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, *supra*, note de bas de page 3, paragraphes 58 à 75, et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, *supra*, note de bas de page 3, paragraphes 137 à 152.

⁷ Le même raisonnement s'applique, *mutatis mutandis*, aux déclarations d'un autre appel.

En conséquence, nous envisageons de modifier la règle 18 5) des *Procédures de travail* pour supprimer le délai de trois jours et remplacer le mot "matérielles" par "mineures". Nous proposons aussi d'ajouter, entre parenthèses, une liste exemplative, et non exhaustive, de ce qui pourrait constituer une erreur "mineure": par exemple, des erreurs typographiques, des erreurs de syntaxe ou des mots ou des chiffres mal placés.

L'autorisation d'apporter des modifications au titre de cette disposition sera donnée au cas par cas. Nous avons aussi l'intention de ménager à tous les participants et participants tiers à l'appel la possibilité de formuler des observations sur chaque demande qui sera présentée au titre de la règle 18 5).

IV. Audience

À l'heure actuelle, le premier paragraphe de la règle 27 prévoit que l'audience "aura lieu, en règle générale, 30 jours après la date du dépôt de la déclaration d'appel". Dans la pratique, les audiences ont généralement lieu 40 à 45 jours après la date du dépôt de la déclaration d'appel. En conséquence, nous envisageons de modifier la règle 27 1), ainsi que l'annexe I, pour tenir compte de la pratique constante de l'Organe d'appel, c'est-à-dire de remplacer "30" par "35 à 45". Nous proposons aussi de simplifier le libellé de la règle 27 4) en supprimant l'expression superflue "en tant que de besoin".

V. Calcul des délais de 60 et 90 jours

A. Règles actuelles

Le calcul des délais pertinents pour les appels fait l'objet de la règle 17 des *Procédures de travail*, qui prévoit ce qui suit:

- 1) À moins que l'ORD n'en décide autrement, aux fins du calcul de tout délai prévu par le Mémoire d'accord ou par les dispositions spéciales ou additionnelles des accords visés, ou par les présentes règles, dans lequel une communication doit être faite ou une mesure prise par un Membre de l'OMC pour exercer ou préserver ses droits, le jour à compter duquel le délai commence à courir sera exclu et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le dernier jour du délai sera inclus.
- 2) La Décision de l'ORD sur l'"Expiration des délais prévus dans le Mémoire d'accord" (WT/DSB/M/7) s'appliquera aux appels dont connaîtront les sections de l'Organe d'appel.

B. Évaluation des règles actuelles et options à examiner

Ces huit dernières années, l'Organe d'appel a tout mis en œuvre pour que ses rapports soient distribués dans le délai de 90 jours spécifié à l'article 17:5 du Mémoire d'accord. Il y est toujours parvenu, sauf pour quatre affaires. Il a toutefois été extrêmement difficile de respecter ce délai quand la procédure d'appel recouvrait certaines périodes de congé, en particulier lorsque l'Organe d'appel devait s'occuper simultanément d'un grand nombre d'appels pendant ces périodes. Nous croyons savoir que ces situations ont aussi été pénibles pour les Membres. En conséquence, nous souhaiterions réduire certaines des pressions et difficultés additionnelles que ce délai de 90 jours a par le passé imposées à certaines périodes de l'année.

Pour ce faire, nous envisageons de modifier la règle 17 1) des *Procédures de travail* et de prévoir deux périodes, de trois semaines chacune, dont la durée ne serait pas prise en compte pour calculer la fin du délai de 90 jours prévu pour les appels. Ces périodes tomberaient au mois d'août et au moment des congés de décembre/janvier. Nous pensons que, pour les appels qui ont lieu pendant ces périodes, il pourrait être nécessaire que la section, après consultation des participants et participants tiers, apporte au cas par cas les modifications appropriées au plan de travail établi pour l'appel.

Nous ne pensons pas que cette modification concernerait de nombreux appels. Dans certains cas, cela éviterait aux Membres de l'OMC de devoir retirer leurs déclarations d'appel et les redéposer ultérieurement pour respecter le délai de 90 jours imparti pour les appels, comme cela s'est produit dans trois affaires. Cela donnerait aussi des assurances aux Membres quant à la planification des appels pendant les périodes en question.

VI. Modification de l'annexe I

Certaines des modifications susmentionnées appelleraient aussi des modifications mineures de l'annexe I des *Procédures de travail*, comme il est indiqué dans l'annexe jointe à la présente lettre.

VII. Demande d'observations écrites

Les Membres connaissent bien les dispositions des *Procédures de travail* que nous envisageons de modifier et leurs points de vue nous seraient très utiles pour arrêter définitivement nos décisions.

Comme nous l'avons dit au début de la présente lettre, nous souhaiterions recevoir les observations des Membres au sujet des modifications que nous envisageons d'apporter. Aussi, nous vous serions reconnaissants de porter le contenu de cette lettre à l'attention des Membres et de leur demander de faire connaître leurs vues conformément aux procédures additionnelles pour les consultations entre les Membres et le Président de l'ORD en rapport avec les modifications des *Procédures de travail*.⁸ Nous souhaiterions recevoir les observations écrites des Membres d'ici au 1^{er} juin 2004 au plus tard.

⁸ *Supra*, note de bas de page 2.

Annexe A

Modifications qu'il est proposé d'apporter aux Procédures de travail pour l'examen en appel

A. Contenu de la déclaration d'appel

La règle 20 pourrait être modifiée comme suit:

Règle 20 (Engagement de la procédure d'appel)

- 2) Une déclaration d'appel comprendra les renseignements suivants:
- a) le titre du rapport du groupe spécial faisant l'objet de l'appel;
 - b) le nom de la partie au différend déposant la déclaration d'appel;
 - c) l'adresse aux fins de signification et les numéros de téléphone et de télécopie de la partie au différend; et
 - d) un bref exposé de la nature de l'appel, y compris:
 - i) une description des les allégations d'erreurs dans les questions de droit alléguées figurant dans couvertes par le rapport du groupe spécial et les interprétations du droit données par celui-ci;
 - ii) une liste de la (des) disposition(s) juridique(s) des accords visés dans l'interprétation ou l'application de laquelle (desquelles) il est allégué que le groupe spécial a fait erreur; et
 - iii) une liste indicative des paragraphes du rapport du groupe spécial contenant les erreurs de droit alléguées.

B. Déclaration d'un autre appel

Les règles 1, 21 et 23 pourraient être modifiées comme suit:

Règle 1 (Définitions)

"appellant"	toute partie au différend qui a déposé une déclaration d'appel conformément à la règle 20 ou une communication conformément au paragraphe 1 de la règle 23;
...	
"intimé"	toute partie au différend qui a déposé une communication conformément à la règle 22 ou au paragraphe 3 <u>4</u> de la règle 23;
...	
"documents"	déclaration d'appel, <u>toute déclaration d'un autre appel</u> et communications et autres exposés écrits présentés par les participants;
...	
<u>"autre appellant"</u>	<u>toute partie au différend qui a déposé une déclaration d'un autre appel conformément au paragraphe 1 de la règle 23;</u>

...

"participant" toute partie au différend qui a déposé une déclaration d'appel conformément à la règle 20, une déclaration d'un autre appel conformément à la règle 23 ou une communication conformément à la règle 22 ou aux paragraphes ~~1 ou 3~~ 5 de la règle 23;

...

Règle 21 (Communication de l'appelant)

- 1) Dans un délai de ~~dix~~ sept jours après la date de dépôt de la déclaration d'appel, l'appelant déposera auprès du Secrétariat une communication écrite établie conformément au paragraphe 2 et en signifiera une copie aux autres parties au différend et aux tierces parties.

Règle 23 (Appels multiples)

- 1) ~~Dans un délai de 15 jours après la date du dépôt de la déclaration d'appel, une~~ Une partie au différend autre que l'appelant initial ~~pourra informer par écrit l'ORD dans un délai de 12 jours après la date de dépôt de la déclaration d'appel qu'il souhaite se joindre à cet appel ou former un appel sur la base d'autres erreurs alléguées dans les questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et les interprétations du droit données par celui-ci. déposer une déclaration d'un autre appel. Cette partie déposera simultanément une déclaration d'un autre appel auprès du Secrétariat.~~
- 2) ~~Toute communication écrite au titre du paragraphe 1 sera présentée sous la forme requise au paragraphe 2 de la règle 21.~~
Une déclaration d'un autre appel comprendra les renseignements suivants:
 - a) le titre du rapport du groupe spécial faisant l'objet de l'appel;
 - b) le nom de la partie au différend déposant la déclaration d'un autre appel;
 - c) l'adresse aux fins de signification et les numéros de téléphone et de télécopie de la partie au différend; et soit
 - i) un exposé des questions soulevées en appel par un autre participant auquel la partie se joint; soit
 - ii) un bref exposé de la nature de l'autre appel, y compris:
 - A) une description des erreurs de droit alléguées figurant dans le rapport du groupe spécial;
 - B) une liste de la (des) disposition(s) juridique(s) des accords visés dans l'interprétation ou l'application de laquelle (desquelles) il est allégué que le groupe spécial a fait erreur; et
 - C) une liste indicative des paragraphes du rapport du groupe spécial contenant les erreurs de droit alléguées.
- 3) ~~Dans un délai de 15 jours après la date du dépôt de la déclaration d'appel, l'autre appelant déposera auprès du Secrétariat une communication écrite établie conformément au paragraphe 2 de la règle 21 et en signifiera une copie aux autres parties au différend et tierces parties.~~
- 3) 4) L'appelant, tout intimé et toute autre partie au différend qui souhaite répondre à une communication déposée au titre du paragraphe ~~4~~ 3 pourra déposer une communication écrite dans un délai de 25 jours après la date du dépôt de la déclaration d'appel, et

toute communication de ce type sera présentée sous la forme requise au paragraphe 2 de la règle 22.

- 4) 5) La présente règle n'empêche pas une partie au différend qui n'a pas déposé de communication au titre de la règle 21 ou de déclaration d'un autre appel au titre du paragraphe 1 de la présente règle d'exercer son droit d'appel conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'accord.
- 5) 6) Dans les cas où une partie au différend qui n'aura pas déposé de communication au titre de la règle 21 ou de déclaration d'un autre appel au titre du paragraphe 1 de la présente règle exercera son droit d'appel comme il est indiqué au paragraphe 45, une seule section examinera les appels.

C. Modification des déclarations d'appel

Nouvelle règle possible:

Modification des déclarations d'appel

- 1) Sur exposé des raisons, la section pourra autoriser un appelant initial à modifier la déclaration d'appel ou un autre appelant à modifier la déclaration d'un autre appel.
- 2) Une demande de modification d'une déclaration d'appel ou d'une déclaration d'un autre appel sera présentée par écrit; elle exposera les raisons pour lesquelles elle est présentée et indiquera précisément les modifications spécifiques que l'appelant ou l'autre appelant souhaite apporter à la déclaration. Une copie de la demande sera signifiée aux autres parties au différend, participants, participants tiers et tierces parties, qui se verront chacun ménager une possibilité de présenter par écrit des observations sur la demande.
- 3) Pour décider s'il y a lieu ou non d'accéder, en tout ou partie, à une demande de modification d'une déclaration d'appel ou d'une déclaration d'un autre appel, la section tiendra compte de l'importance d'assurer l'équité et le bon déroulement de la procédure, ainsi que de l'obligation de distribuer le rapport de l'Organe d'appel dans le délai prévu à l'article 17:5 du Mémoire d'accord ou, selon le cas, à l'article 4.9 de l'Accord SMC.
- 4) La section notifiera sa décision aux parties au différend, aux participants, aux participants tiers et aux tierces parties. Si la section autorise la modification d'une déclaration d'appel ou d'une déclaration d'un autre appel, elle fournira une copie modifiée de la déclaration à l'ORD.

D. Correction des erreurs mineures

Modification pouvant être apportée à la règle 18 5):

Règle 18 (Documents)

- 5) Sur autorisation de la section, un participant ou un participant tiers pourra corriger des erreurs ~~matérielles~~ mineures dans l'une quelconque de ses ~~communications~~ documents (y compris des erreurs typographiques, des erreurs de syntaxe, ou des mots ou des chiffres mal placés). ~~Une telle correction sera effectuée dans un délai de trois jours à compter du dépôt de la communication initiale et une copie de la version révisée La~~

demande de correction d'erreurs mineures indiquera les erreurs spécifiques à corriger et sera déposée auprès du Secrétariat, et Une copie de la demande sera signifiée aux autres parties au différend, participants, tierces parties et participants tiers, qui se verront chacun ménager une possibilité de présenter par écrit des observations sur la demande. La section notifiera sa décision aux parties au différend, aux participants, aux tierces parties, et aux participants tiers.

E. Calcul des délais

Modification pouvant être apportée au paragraphe 1 de la règle 17:

Règle 17 (Dispositions générales)

- 1) À moins que l'ORD n'en décide autrement, aux fins du calcul de tout délai prévu par le Mémoire d'accord ou par les dispositions spéciales ou additionnelles des accords visés, ou par les présentes règles, dans lequel une communication doit être faite ou une mesure prise par un Membre de l'OMC pour exercer ou préserver ses droits; :
 - i) le jour à compter duquel le délai commence à courir sera exclu;
 - ii) les périodes suivantes seront exclues:
 - a) une période de 21 jours commençant le premier lundi d'août de chaque année; et
 - b) une période de 21 jours commençant le troisième lundi de décembre de chaque année; et
 - iii) sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le dernier jour du délai sera inclus.

F. Audience

Modifications pouvant être apportées aux paragraphes 1 et 4 de la règle 27:

Règle 27 (Audience)

- 1) La section tiendra une audience, qui aura lieu, en règle générale, entre 30 35 et 45 jours après la date du dépôt de la déclaration d'appel.

...
- 4) Le Président de section pourra, ~~en tant que de besoin,~~ fixer des limites de temps pour la présentation orale de l'argumentation ~~et des exposés.~~

G. Calendrier applicable aux appels

Modifications pouvant être apportées à l'annexe I des *Procédures de travail*:

CALENDRIER APPLICABLE AUX APPELS¹

	<u>Appels généraux</u>	<u>Appels concernant des subventions prohibées</u>
	Jour	Jour
Déclaration d'appel ¹²	0	0
Communication de l'appelant ²³	10 7	5 4
<u>Notification d'un autre appel</u> ⁴	<u>12</u>	<u>6</u>
Communication(s) de l' (des) autre(s) appelant(s) ³⁵	15	7
Communication(s) de l' (des) intimé(s) ⁴⁶	25	12
Communication(s) d'un (des) participant(s) tiers ⁵⁷	25	12
Notification(s) d'un (des) participant(s) tiers ⁶⁸	25	12
Audience ⁷⁹	30 35-45	15 17-23

¹ La règle 17 s'applique au calcul des délais ci-dessous.

¹² Règle 20.

²³ Règle 21 1).

³⁴ Règle 23 1).

³⁵ Règle 23 34).

⁴⁶ Règles 22 et 23 53).

⁵⁷ Règle 24 1).

⁶⁸ Règle 24 2).

⁷⁹ Règle 27.

Distribution du rapport d'appel	60-90 ⁸¹⁰	30-60 ⁹¹¹
Réunion de l'ORD pour adoption	90-120 ¹⁰¹²	50-80 ¹¹¹³

⁸¹⁰ Article 17:5, Mémorandum d'accord.

⁹¹¹ Article 4.9, *Accord SMC*.

¹⁰¹² Article 17:14, Mémorandum d'accord.

¹¹¹³ Article 4.9, *Accord SMC*.